

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NUTREA

Zone industrielle
La Gare
22170 Châtaudren-Plouagat

Références : 2024.251
Code AIOT : 0005500286

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement NUTREA implanté GARE DE CHATELAUDREN 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT. L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTREA
- GARE DE CHATELAUDREN 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT

- Code AIOT : 0005500286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NUTREA NUTRITION ANIMALE exploite sur la commune de CHATELAUDREN-
PLOUAGAT, au lieu-dit "la Gare", des installations de stockage de céréales et de fabrication
d'aliments pour la nutrition animale. Le site est encadré par un arrêté préfectoral du 9 février 1993
et relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2a (silos et installations de
stockage en vrac de céréales) pour un volume total stocké de 21 000 m³ ainsi qu'au titre de la
rubrique 3642-2 pour la fabrication d'aliments pour animaux (capacité maximale de production
journalière de 900 tonnes). Le site dispose également d'installations de combustion soumises à
déclaration sous la rubrique 2910-A.2 (une chaudière au gaz et une autre fonctionnant au fioul pour
une puissance totale de 5,935 MW).

L'établissement entre dans le champ de la directive européenne IED du 24 novembre 2010 relative
aux émissions industrielles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de
l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne
se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas
un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à
l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les
installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les
informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la
précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à
Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une
mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à
Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se
conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société NUTREA NUTRITION ANIMALE a transmis à l'administration, par courrier du 17/10/2022, une mise à jour de l'étude de dangers, datant de septembre 2019, du site de Châtaudren-Plouagat. Le document intègre notamment les résultats de l'étude réalisée par le bureau d'étude TECHNIP concernant les événements des silos verticaux. L'Inspection indique à l'exploitant que l'étude de dangers est en cours d'instruction auprès de ses services.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	EXERCICE D'EVACUATION	AP Complémentaire du 19/08/2008, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	PROCEDURE D'INTERVENTION	AP Complémentaire du 19/08/2008, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	NETTOYAGE	AP Complémentaire du 19/08/2008, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
7	AUTO-ECHAUFFEMENT	AP Complémentaire du 19/08/2008, article 11	Demande d'action corrective	6 mois
9	REJETS ATMOSPHERIQUES	AP Complémentaire du 22/06/2022, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	DETECTION DES INCIDENTS	AP Complémentaire du 19/08/2008, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
11	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	Arrêté Préfectoral du 09/02/1993, article 25	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	ETAT DES MATIERES STOCKEES	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	FORMATION DU PERSONNEL	AP Complémentaire du 19/08/2008, article 4	Sans objet
6	GESTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION	Arrêté Préfectoral du 19/08/2008, article 7	Sans objet
8	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 09/02/1993, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence la mise en œuvre d'un plan de formation sur la sécurité et l'organisation d'un exercice annuel d'évacuation concourant à la sécurité du site. L'exploitant réalise la surveillance des risques d'auto-échauffement dans les cellules et met en place des consignes et procédures pour prévenir le risque incendie (permis de feu notamment). L'inspection a néanmoins relevé lors de cette visite des écarts pour lesquels des actions correctives et justificatifs sont demandés :

- Réaliser le nettoyage de la fosse de réception n°2 ;
- Fournir la procédure d'inertage des cellules béton fermées ;
- Fournir le rapport 2024 de surveillance des émissions atmosphériques ;
- Justifier que le capteur de départ de sangle de l'élévateur de fosse apparaît au niveau de la supervision ;
- Faire réceptionner la nouvelle réserve incendie, par le SDIS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ETAT DES MATIERES STOCKEES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité de l'état des stocks
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet,

des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection le suivi de l'état de ses matières stockées. Le suivi est réalisé à l'aide du logiciel NUTRICIEL. Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant d'indiquer la quantité de matières premières stockées dans le silo CD77. L'exploitant a extrait la donnée au 25/04/2024 : à 5h22; 720 tonnes (la sonde mesure 4,60 m de vide). Pour la vérification des quantités stockées, l'exploitant réalise une mesure deux fois par semaine (mesure physique par laser dans les silos). L'état des quantités des produits liquides stockés est établi chaque semaine. L'exploitant a déclaré détenir les fiches de données de sécurité des produits.</p> <p>L'état des stocks de produits finis est réalisé 1 fois par mois.</p> <p>L'ensemble des données est stocké sur un "drive" et une édition peut être établie à la demande, à tout instant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : FORMATION DU PERSONNEL

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux spécificités du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection, les actions réalisées dans le cadre de la démarche «<i>Be Eureden Safety</i> » et l'Inspection a constaté l'existence d'un plan de formation. Une formation «<i>Equipier de Première Intervention</i>» a été dispensée le 3 juin 2021. L'exploitant a indiqué que les formations « incendie - explosion- poussières » sont réalisées tous les 3 ans (l'Inspection a constaté que la dernière session de formation a été réalisée en 2023).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant d'intégrer à son plan une formation "Silo" pour le nouvel adjoint du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : EXERCICE D'EVACUATION

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/08/2008, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Entraînement à la mise en œuvre
Prescription contrôlée : Le personnel est régulièrement entraîné à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site
Constats : L'exploitant a procédé à un exercice inopiné d'évacuation le 13/10/2023 et a présenté à l'inspection le compte-rendu signé faisant suite à l'entraînement. L'Inspection a constaté, d'après le compte-rendu, que l'alarme a été déclenchée à 10h15 et que l'évacuation s'est réalisée en 2 minutes 30. L'exploitant déclare procéder à ce type d'exercice une fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, les justificatifs selon lesquels le personnel est régulièrement entraîné à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie (derniers exercices réalisés, exercices planifiés, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : PROCEDURE D'INTERVENTION

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/08/2008, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'inertage des cellules béton fermées
Prescription contrôlée : Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :[...] <ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'inertage précisant les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer du gaz inerte [...]
Constats : L'exploitant a indiqué qu'un travail sur la procédure d'inertage par gaz des cellules fermées en béton est toujours en cours et fait l'objet de discussions avec le prestataire Air Liquide et d'une concertation avec le SDIS. Le protocole n'est cependant pas encore finalisé et n'a pu être présenté à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Finaliser la procédure relative à l'inertage par gaz des cellules béton et la transmettre à l'Inspection après concertation des services départementaux de secours. Cette procédure doit préciser les coordonnées de la société susceptible de délivrer le gaz inerte.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : NETTOYAGE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/08/2008, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des locaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La quantité de poussières fines ne doit pas être supérieure à 50 g/m². Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.</p> <p>L'état de propreté de l'ensemble des installations est contrôlé par des rondes a minima quotidiennes. Les résultats de ces contrôles sont formalisés. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les opérateurs procèdent au nettoyage quotidien des zones de travail qui leur sont affectées. La traçabilité des opérations est assurée par le renseignement d'un tableau de suivi.</p> <p>L'exploitant fait appel à une société extérieure 3 fois par an. Le nettoyage est réalisé par aspiration pour les zones accessibles. La pratique du nettoyage par soufflette est supprimée d'après l'exploitant. L'Inspection a constaté la présence de marquages au sol.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a consulté un tableau d'enregistrement ("<i>opération de contrôle et nettoyage Granulation</i>") et a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'existence d'une liste d'opérations à effectuer ; - les noms et prénoms des opérateurs concernés ; - les initiales apposées pour chaque opération réalisée. <p>L'inspection a relevé que le numéro de semaine n'a pas été renseigné sur le tableau consulté. Il s'agit d'une omission, les autres tableaux consultés sont correctement tracés.</p>

Lors de la visite terrain, l'Inspection a relevé que la fosse de réception n°2 présentait un état d'empoussièrement important (notamment au niveau des parois) nécessitant la réalisation d'un nettoyage complet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Procéder au nettoyage complet de la fosse n°2 et transmettre les justificatifs à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : GESTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2008, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, la réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. Une surveillance est mise en place après la fin des travaux suivant une fréquence et une durée fixées par l'exploitant dans le permis de feu. Pour les interventions par points chauds dans les silos, l'exploitant s'assure de l'arrêt total de l'ensemble des moyens de manutention d'aspiration pendant toute phase de maintenance ou de modification d'une installation. Les zones dans lesquelles ont lieu les travaux sont entièrement dépoussiérées dans un rayon suffisant, défini par l'exploitant dans le permis de feu délivré pour l'occasion ou à défaut dans un rayon de 10 mètres.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant délivre les permis de feu préalablement à la réalisation des travaux par point chaud en précisant l'heure de début et de fin de l'opération. Une ronde est réalisée 2 heures après la fin de l'intervention. L'inspection a consulté un permis délivré et signé le 20/02/2024 par le responsable maintenance, pour une opération de remplacement d'un chéneau comportant une intervention de soudage à l'arc. L'exploitant indique privilégier la réalisation des travaux par point chaud dans l'atelier pour limiter les risques et souligne avoir recours à la scie sabre, pour les opérations de découpe de métaux afin de travailler sans projection de particules incandescentes. L'inspection considère qu'il s'agit de bonne pratique à pérenniser pour prévenir les risques d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : AUTO-ECHAUFFEMENT

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/08/2008, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'auto-échauffement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement périodique. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité de ces systèmes de surveillance.</p> <p>Les consignes d'exploitation précisent dans quelles conditions le transilage des produits est nécessaire.</p> <p>Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cellules susceptibles de contenir de la luzerne et des tourteaux de colza ont été équipées de silothermométrie (CD78, CD79, CD80 et CD84). Les sondes sont reliées au logiciel Nutriciel. Le système de surveillance comporte deux seuils d'alerte (à 30°C et à 50°C). L'Inspection a constaté que les consignes pour le suivi des températures sont affichées dans le local de supervision (contrôle-réception). L'exploitant indique que ces seuils n'ont jamais été dépassés.</p> <p>Les matières premières font l'objet d'un contrôle d'humidité et de température à la réception. L'Inspection a consulté le tableau d'enregistrement du contrôle de réception en date du 30/04/2024. Le tableau mentionne notamment la nature de la matière réceptionnée, son poids, le taux d'humidité, la température et le silo de destination.</p> <p>L'Inspection a demandé à réaliser une simulation de dépassement de température dans la CD79. L'opérateur a modifié le seuil de déclenchement de l'alarme (à 10°C), la température dans la cellule s'élevait à 13,4 °C. L'Inspection a constaté que la supervision a affiché un bandeau rouge « <i>DEFAULT</i> » avec la mention « <i>dépassement du seuil d'alarme</i> ».</p> <p>Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté une stagnation d'eau en toiture des silos béton. L'exploitant a informé que des travaux d'étanchéité sont prévus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Procéder aux travaux d'étanchéité et transmettre les justificatifs à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/1993, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'établissement devra pouvoir disposer à moins de 100 mètres de ses limites, d'un ou plusieurs poteaux d'incendie [...] capable de fournir un débit de 1000 litres par minute sous une pression dynamique de 1 bar. En cas d'impossibilité matérielle, une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m ³ devra être créée. Une plateforme d'aspiration "pompier" sera aménagée. Son accès sera maintenu dégagé en permanence.
Constats : L'inspection a constaté l'installation effective de la réserve d'eau d'incendie d'un volume de 240 m ³ munie d'une prise de raccordement accessible et protégée. La réserve d'eau a été installée pour faciliter l'accès aux ressources en eau en cas d'incendie. Une précédente inspection (en 2019) avait en effet révélé des difficultés d'accès à la lagune et l'Inspection avait demandé à l'exploitant de se rapprocher du SDIS. L'exploitant indique envisager en complément l'aménagement d'une aire de stationnement pour le SDIS (décaissement de la partie enherbée). L'Inspection rappelle que la réserve doit faire l'objet de sa réception par la SDIS. Le site dispose d'un poteau d'incendie (public) situé en partie sud du site (côté parking personnel). L'exploitant a justifié à l'Inspection des installations classées le test de débit-pression réalisé le 19 juin 2023 (débit de 107 m ³ par heure à une pression de 1 bar).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Procéder à la réception par le SDIS de la nouvelle réserve incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : REJETS ATMOSPHERIQUES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Les concentrations en sortie de broyeurs et de refroidisseurs doivent respecter les valeurs d'émission suivantes, qui se substituent à celles prescrites à l'article 2-l-8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 09 février 1993. Le tableau ci-dessous reprend [...] les VLE et la fréquence de surveillance applicables à compter du 4 décembre 2023 (pour les valeurs associées aux MTD). VALEURS LIMITES D'EMISSIONS (poussières) - Broyeurs : VLE applicable à compter du 4 décembre 2023 : 10 mg/Nm ³ - Presse : VLE applicable à compter du 4 décembre 2023 : 20 mg/Nm ³

<p>SURVEILLANCE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Broyeurs : Surveillance applicables à compter du 4 décembre 2023 : Annuelle - Presse : Surveillance applicables à compter du 4 décembre 2023 : Annuelle
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'analyse des rejets réalisé en avril 2022. Par sondage, l'Inspection a demandé les résultats des valeurs d'émission de poussières des broyeurs n°1 et n°2. Les concentrations mesurées sont inférieures aux valeurs limites d'émission et s'élèvent respectivement à 0,0662 mg/Nm3 et 0,0916 mg/Nm3.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir prévu la prochaine campagne de mesure pour 2024. L'inspection rappelle à l'exploitant que la fréquence de surveillance est annuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'Inspection le rapport annuel 2024 de surveillance des émissions atmosphériques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : DETECTION DES INCIDENTS

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/08/2008, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Capteurs, détecteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Des contrôleurs de déport de sangle seront mis en place sur les élévateurs de la partie matières premières et usine avant fin décembre 2008. Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident. [...] Les résultats des opérations de maintenance et de contrôles sont consignés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'Inspection a demandé à l'exploitant de confirmer l'installation de contrôleur de déport de sangle sur les élévateurs.</p> <p>L'élévateur à godet de la fosse n°1 a bien été équipé d'un capteur de déport de sangle mais le dispositif n'apparaît dans la supervision.</p> <p>Le responsable maintenance a présenté le classeur comportant le suivi des travaux de maintenance. L'Inspection a pu consulter les derniers enregistrements des travaux de maintenance effectués en mars/avril 2024 ainsi que le tableau avec les dates des contrôles périodiques des transporteurs (« <i>graissage paliers, graissage roulements moteur, contrôle général</i> »).</p>

L'exploitant a indiqué la mise en place prochaine d'une GMAO.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : S'assurer que le capteur de déport de sangle de l'élévateur de fosse n°1 est relié à l'automate et apparaît au niveau de la supervision.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/1993, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : [...] Ces installations seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées [...]
Constats : Les installations électriques font l'objet d'une vérification annuelle. L'exploitant a fourni à l'inspection l'attestation Q18 du 31/01/2023 et du 01/03/2024 ainsi que le rapport d'examen des installations électriques par thermographie infrarouge du 25/03/2024. L'attestation Q18 de 2024 fait état de 12 observations dont 10 sont nouvelles. 9 observations ont été levées par l'exploitant (ajout de mention manuscrite avec la date de réalisation des actions correctives). L'Inspection constate qu'il reste 3 observations à lever (usine 2, local électrique n°1). S'agissant du Q19, l'exploitant a soldé l'unique remarque du rapport le 19/04/2024 (resserrage des connexions avec clé dynamométrique).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Finaliser la levée des 3 dernières observations suite à la vérification annuelle des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois